



Développer l'industrie pour relever le pays

Édito

La crise sanitaire que nous traversons met en évidence l'échec du développement capitaliste et libéral mettant en concurrence les travailleurs entre eux, où qu'ils soient sur la planète, pillant impunément les ressources naturelles et financiarisant l'économie. Des grands groupes profitent de cette crise pour anticiper voire accélérer les plans de destruction de l'emploi.

Pourtant, ce n'est pas la Bourse qui fait tourner l'économie mais bien les travailleurs et travailleuses. Notre pays s'est dramatiquement désindustrialisé depuis plusieurs décennies et a mis à mal ses filières stratégiques sur tout le territoire. La France, sixième puissance mondiale, s'est ainsi retrouvée en incapacité à produire des biens essentiels, masques, médicaments, tests et vaccins pour faire face à la pandémie.

Pour la CGT, il faut rompre avec les politiques industrielles menées jusqu'à présent pour réindustrialiser notre pays. Compétitivité, rentabilité, flexibilité, précarité doivent laisser place au progrès social et à l'intérêt général. Une anticipation de nos besoins et une véritable planification pour un développement industriel doivent être impulsées et coordonnées par un État stratège et développeur.

Il nous faut gagner la maîtrise publique des secteurs industriels stratégiques ainsi que des droits nouveaux pour que les salariés aient les moyens d'intervenir sur les stratégies des entreprises.

La CGT, persuadée que la France a des atouts et donc qu'il n'est pas trop tard pour corriger les effets désastreux de la désindustrialisation de notre pays, a décidé de mener une campagne offensive pour gagner la relocalisation, le développement de l'emploi industriel et de nouvelles filières. C'est dans ce cadre que nous mettons en débat nos propositions concrètes à court et à long terme.

D'autres choix sont possibles, portons-les ensemble



D'autres choix sont possibles, portons-les ensemble

Tour d'horizon des filières industrielles.

Les propositions de la CGT

Stopper l'hémorragie des emplois et planifier la réindustrialisation du pays.

+ 175 milliards d'euros
de fortune pour les milliardaires français de mars à décembre 2020

36 milliards d'euros
de dividendes versés entre mars et décembre 2020 en France

D'autres choix sont possibles, portons-les ensemble

Fédération de la métallurgie

Pour une industrie de la métallurgie forte

Aujourd'hui, l'emploi dans la métallurgie représente 1,4 million de salariés – voire plus de 2,2 millions si on y ajoute les branches qui lui sont rattachées (services de l'automobile, froid-aéraulique, machinisme agricole et bijouterie-orfèvrerie, joaillerie). La métallurgie, comme beaucoup de secteurs d'activité est confrontée à des plans de restructuration en cascades, quelle que soit la filière : automobile, sidérurgie, aéronautique, fonderie, énergie. Comme le rappelle Emmanuel Macron : « *Un pays sans industrie, c'est un pays qui est appelé à disparaître économiquement.* » La FTM-CGT prend acte de ces propos, que nous traduisons par un mépris total de la part des politiques envers le monde industriel. Les donneurs d'ordres tels que Renault sont responsables de la situation dans laquelle les fonderies se trouvent. Ils ont droit de vie ou de mort sur les fonderies ! Ils ont fait de l'externalisation une priorité afin de dégager un maximum de profit au détriment de l'emploi et du développement industriel. Le pays possède pourtant des entreprises très compétitives dans différents secteurs qui peuvent répondre au besoin industriel du moment (Luxfer, SAM, Fonderie du Poitou, de Bretagne, Industeel...). Le nombre de restructurations, de délocalisations en cours ou programmées est tel que l'on s'interroge sur la volonté du gouvernement à vouloir faire de l'industrie une priorité d'État. Gardons en tête qu'un emploi industriel représente trois emplois induits. Notre priorité absolue est de mettre un frein aux différents plans de restructuration pour permettre de travailler sur des alternatives garantissant le maintien et le développement des emplois et des industries. La FTM-CGT exige du gouvernement et des donneurs d'ordres des réponses concrètes. Avec ses syndicats, elle mettra tout en œuvre pour construire les rapports de force nécessaires pour faire reculer nos adversaires de classe et imposer un autre choix de société.

1,8 million d'automobiles produites en France en 2019, contre 3,3 millions en 2004

Fédération construction, bois et ameublement

Ensemble pour développer une industrie de la construction pérenne

Les industries de la construction, du bois et de l'ameublement se doivent d'être à la pointe des technologies pour aborder les défis des décennies à venir. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à une course au dumping social entraînant des suppressions massives d'emplois dans les secteurs carrière/matériaux, béton et ciment. De nombreux sites sont fermés en France alors que des investissements de plusieurs centaines de millions d'euros sont réalisés. Cette situation compromet par exemple notre indépendance en clinker

(matière composant le ciment). Celui-ci provient dorénavant majoritairement de pays aux normes de santé et de sécurité au travail quasiment inexistantes. Nous revendiquons par conséquent l'arrêt de la fermeture des cimenteries en France. Les effets de cette désindustrialisation se font aussi sentir ailleurs. Malgré une baisse conséquente de la construction de logements, les pénuries de matériaux se multiplient, provoquant l'arrêt des chantiers. Acier, bois, verre, plâtre, isolants, ciment et peinture deviennent des denrées

rare. Cela entraîne l'augmentation du coût du bâti et le rallongement des délais de livraison. Dans nos métiers, où par ailleurs, un accident grave survient toutes les cinq minutes et où l'on déplore un mort par jour travaillé, il est indispensable, pour sauvegarder nos emplois, de maintenir nos moyens de production.

Fédération textile habillement cuir blanchisserie

Produire et consommer différemment : le textile

Nos secteurs industriels du textile, de l'habillement, de la maroquinerie ou des blanchisseries ont évolué en profondeur ces dernières années pour se diversifier, monter en gamme, se conformer aux normes environnementales afin de se maintenir et se développer dans la jungle de la mondialisation. De nombreuses marques multinationales ont cassé des entreprises, licencié nos salariés, favorisé la production à très faible coût, poussé à la surconsommation, tout en engrangeant d'énormes profits ! La crise sanitaire accélère la conscience d'une très large majorité de la population : relocaliser nos industries améliore les droits des travailleurs comme le bilan carbone de nos productions, et permet de retrouver de l'indépendance sur notre économie pour consommer différemment. Les masques comme les vêtements en sont d'excellents exemples. Il faut favoriser la traçabilité des productions pour éclairer le consommateur. Taxons les productions arrivant hors d'Europe qui ne respectent pas nos normes sociales ou environnementales et exigeons ces critères pour nos marchés publics. Le tout doit être combiné avec la réorientation des subventions publiques aux entreprises vers l'investissement et la recherche pour qu'elles s'engagent à investir sur nos territoires.

97 % des vêtements achetés en France sont importés

Être à la pointe des technologies pour construire la cité de demain

Recherche et ingénierie : catastrophe industrielle en vue

Sanofi, Renault, Danone, Nokia, General Electric, Total, IBM, Airbus, AKKA, Alten, CGG, Renault Trucks, etc. Les entreprises profitent de la crise pour tailler dans leurs effectifs d'ingénierie, de recherche et d'encadrement.

Première conséquence, une chute inédite des embauches de cadres de 40 % en 2020 et des licenciements trois fois plus nombreux qu'en 2019.

Deuxième conséquence, après avoir sacrifié nos capacités de production au prix de graves conséquences sociales et environnementales, c'est désormais notre faculté d'innovation qui plie bagage, telle la 5G avec Nokia. Une faute grave à l'heure où le numérique permet des innovations de rupture. La situation de Sanofi illustre du décrochage français : perfusé au crédit impôt recherche, Sanofi a divisé par deux ses effectifs de chercheurs en dix ans tout en versant chaque année 4 à 5 milliards de dividendes et n'a pas réussi à produire de vaccin contre la Covid !

La crise offre pourtant l'occasion de changer de paradigme en liant enjeux sociaux et environnementaux. Les aides publiques sont un levier central : conditionnées, elles permettraient une stratégie de relocalisation par filière ; transformées en prises de participation, elles restaureraient les capacités d'intervention de l'État dans les entreprises stratégiques. Investir dans l'enseignement supérieur et dans la recherche publique et privée est une urgence vitale, en particulier sur les questions de santé, de numérique et pour tenir nos engagements de réduction de CO₂ pour atteindre enfin l'objectif des 3 % de PIB. Enfin, le crédit impôt recherche, qui représente plus du quart du budget de la recherche, doit être conditionné et évalué, et les représentants du personnel doivent disposer de droits suspensifs.



Fédération des travailleurs des industries du livre, du papier et de la communication

Le papier une industrie d'avenir, indispensable !

Depuis des années, les multinationales papetières se partagent les marchés mondiaux pour augmenter leurs profits. Elles ferment leurs usines françaises, rendant notre pays déficitaire de 800 000 tonnes de productions par rapport à sa consommation. Dans l'hexagone, 79 % des papiers produits sont issus du recyclage, c'est-à-dire des déchets de l'industrie graphique, et surtout du tri sélectif de chaque citoyen.

Depuis plusieurs années, notre production diminue alors même que la demande reste à un niveau élevé. Bien sûr cette consommation n'est pas linéaire et certains types de produits, comme le papier graphique, ne progressent pas ou peu. Ce qui n'est pas le cas du papier pour carton ondulé, qui est en pleine croissance pour répondre aux besoins de l'expansion du commerce en ligne. L'explosion des emballages pour colis, l'interdiction de nombre de conditionnements à base de produits pétroliers, poussent à une forte croissance de commandes pour ce type de production. Or, à ce jour les groupes concernés sont en position de quasi-monopole. Pour maximiser leur profit, ils privilégient les importations de pays sans normes environnementales ni sociales et cassent dans le même temps

nos capacités de productions en fermant les usines. Alors que toutes les expertises le démontrent, les productions papetières sont rentables mais surtout vertueuses au niveau écologique, énergétique et d'un niveau social acceptable, quand elles se situent dans des pays comme le nôtre, qui leur imposent des réglementations. Pour empêcher les délocalisations et favoriser les circuits courts, le pouvoir politique doit légiférer sur le droit de propriété et favoriser ainsi les productions responsables socialement et pour l'environnement, répondant aux besoins des citoyens.

Plus de 40 % de nos déchets papier et carton récupérés sont vendus à l'étranger

Fédération chimie

Des industries chimiques au cœur des enjeux

Dans un monde où la moitié des habitants vivent dans des zones urbaines (80 % en France), la FNIC-CGT considère que la réponse aux besoins passe par un développement de l'industrie au plus près des lieux de consommation, avec de grands secteurs placés sous le contrôle des travailleurs et des collectivités locales ou nationalisés : pétrole, industrie pharmaceutique, chimie, caoutchouc, etc. En France, plus de la moitié des produits pétroliers consommés sont importés depuis des lieux de production où les normes sociales et environnementales sont au plus bas. Il est urgent de réimplanter en France une industrie du pétrole qui cor-

responde aux besoins, et notamment à Grandpuits (77) où l'activité de raffinage doit être maintenue. Le développement d'énergies alternatives doit également être assuré, comme l'hydrogène.

Dans un monde urbanisé, le futur c'est l'industrie

200 milliards d'euros

d'aides versées chaque année aux entreprises sans condition

Traitement et valorisation des déchets

La valorisation des déchets issus des consommations des ménages, des activités industrielles et commerciales est nécessaire. Elle passe par la collecte, le tri, le recyclage et la valorisation des déchets.

La valorisation des ressources locales, issues des déchets collectés, permettrait entre autres de développer un mix énergétique adapté aux caractéristiques territoriales, comme l'énergie ou la mobilité à travers l'hydrogène, tout en contribuant au développement de l'économie locale. Bien évidemment, il faut en amont une filière de recyclage et de tri afin de réutiliser les métaux, le plastique et le papier. Un des objectifs du retraitement et du recyclage des déchets, c'est de contribuer au cycle complet de vie des matériaux. Ces filières diminueront l'extraction des ressources telles que les métaux et les minéraux. Dans le cadre d'une politique industrielle, les activités de recyclage, de collecte et de valorisation sont des maillons essentiels dans la chaîne de valeur. Éviter de reproduire les mêmes erreurs, comme pour le développement des panneaux solaires et d'éoliennes terrestres où l'État a engagé 121 milliards d'euros pour les développements d'énergie renouvelable à travers la CSPE (contribution au service public de l'énergie) puis de la TICPE (taxe intérieure de consommation des produits énergétiques) produit... soit à la pompe, ou à la cuve de la chaudière fioul sans appréhender la filière de fabrication de ces matériaux et de son retraitement. Il est également nécessaire de passer d'une stratégie d'enfouissement à une stratégie industrielle de valorisation puis à un cercle vertueux de la gestion des déchets et s'inscrivant dans une économie circulaire territoriale. Cette nouvelle logique de traitement et de valorisation s'appuie sur des nouvelles technologies qui renvoient à une nouvelle professionnalisation des métiers accompagnés par de nouvelles compétences. Pérenniser et développer l'emploi et les capacités de production, en mettant en place des procédés industriels énergétiques alliant économie circulaire et lutte contre le réchauffement climatique.

Fédération des personnels des banques et assurances

Réorienter les financements de l'industrie, un impératif !

Au vu des enjeux sociaux, écologiques et démocratiques qui se posent autour des questions industrielles, il est indispensable de repenser non seulement le financement de l'industrie mais aussi les modalités d'intervention des pouvoirs publics, des salariés et des citoyens. L'État dispose aujourd'hui d'outils permettant de jouer un rôle stratégique (prises de participation, actions de préférence avec droit de veto, réappro-

priation publique d'entreprises...). Mais ces dernières années, il a hélas préféré distribuer aides publiques, prêts, exonérations, crédits d'impôt sans condition, ni contrepartie. Cela doit changer! Il est urgent de mettre en place une réforme fiscale d'ampleur et de définir complètement la réglementation bancaire afin de réorienter l'argent public et l'usage des crédits vers la création et la sécurisation des emplois, la création

Fédération des travailleurs de l'État

Protéger les populations pour un monde en paix

La désindustrialisation menace notre capacité à concevoir, produire et entretenir les biens et services dont notre pays a besoin pour protéger sa population et plus généralement sa souveraineté politique. Le pôle public national de défense doit être au service de cet objectif. Le ministère des Armées représente 50 milliards d'euros de budget annuel, dont 22 consacrés à l'achat d'équipements. Il appartient à l'État de peser sur les orientations de ses fournisseurs, en tant qu'actionnaire, en tant que client, et, enfin comme unique autorité sur les exportations d'équipements de défense. Il lui faut aussi rechercher les synergies entre activités d'armement et activités civiles, qu'elles soient par l'utilisation dans l'armement de technologies développées par le civil ou l'inverse. Il faut sortir de l'ultra-spécialisation. Renouer avec la diversification limiterait peut-être les marges indécentes du secteur mais soutiendrait les productions civiles plus immédiatement utiles.

Fédération verre céramique

Le verre: un matériau d'avenir écologique [problème société à mission]

En France, la production d'emballages non recyclables et polluants s'est considérablement développée au détriment du verre d'emballage. Le coût environnemental est énorme et peut être évité dès lors que la production du verre est privilégiée. Le matériau verre est pour sa part recyclable à 100 % et à l'infini dans une économie circulaire locale. Nous avons choisi de porter des propositions clés pour développer l'économie circulaire du verre sur le territoire national. Il faut tout d'abord créer au moins quatre nouveaux fours en France dédiés à l'eau minérale, alors qu'il n'en existe que trois.

L'État doit aussi contraindre la grande distribution à proposer 50 % d'emballage verre, avec un objectif de 100 % dans les cinq ans, et bien entendu limiter l'usage du plastique d'emballage sous toutes ses formes. Il convient aussi de limiter le *bag-in-box* (fontaine à vin) sur le marché du vin, de réduire la part des importations de bouteilles vides (6 % en 2006, 35 % en 2020) et de faire croître le recyclage du verre (80 % en France, 90 % dans les pays scandinaves). Pour ce faire, nous avons besoin d'une filière à part entière du recyclage pour tous les types de verre.

Nous avons besoin de favoriser les coopérations plutôt que la concurrence. Nous devons rechercher un développement harmonieux plutôt que des optimisations financières de court terme, lesquelles conduisent à l'impasse de la nécessité des exportations qui, par la recherche de niveaux de productions élevés, uniquement militaires, mettent en danger la paix dans le monde en raison de la course aux armements à l'échelle mondiale alors que tant de besoins sociaux ne sont pas satisfaits.

Rechercher les synergies entre activités de défense et activités civiles

Il faut aussi définir un statut de société à « mission » sociétale pour les groupes verriers. En matière de formation, nous avons besoin d'écoles verrières d'excellence. Il est également nécessaire de rendre obligatoire un plan de formation pour chaque salarié de verrerie, et relancer l'attractivité de nos métiers par la création massive d'emplois et l'augmentation des salaires.

En France, les importations d'emballage en verre (bouteilles et pots vides) sont passées de 6 % en 2006 à 35 % en 2020

de richesses dans les territoires, la préservation des ressources naturelles et le développement de l'industrie et des services publics. Il est par conséquent indispensable de créer un pôle financier public, de redéfinir les missions des banques au service du financement d'intérêt général, de renforcer le pouvoir des salariés dans les entreprises et d'évaluer démocratiquement les résultats des politiques publiques.



Fédération agroalimentaire et forestière

Reconquérir notre souveraineté alimentaire: l'affaire des peuples et des travailleurs

L'accès à une alimentation saine et équilibrée est un véritable enjeu de santé publique. Les études scientifiques montrent que les inégalités sociales se traduisent dans l'alimentation et ont des conséquences graves sur la santé. Le manque de pouvoir d'achat des salariés les réduit à une alimentation déséquilibrée avec un excès de graisse et de sucre et des carences en produits frais. Les catégories sociales à hauts revenus sont bien évidemment épargnées. Ce qui repose avec force la question du caractère stratégique des industries agroalimentaires. L'alimentation doit être considérée comme bien public parce que son accès est un des fondements de la santé publique et sociale de la population. Par conséquent, elle ne peut être soumise aux intérêts privés dont l'objectif est de faire des profits au mépris de toute autre préoccupation, telle la qualité des produits, leur accès à tous. L'avenir, ce sont les salariés de nos professions. Ce sont les seuls à pouvoir représenter les intérêts de la nation. Le caractère privé des groupes engendre une

exploitation féroce. Cette logique est en contradiction avec l'investissement et le développement du potentiel industriel, technique et technologique. À l'appropriation par quelques-uns des richesses nationales et à leur bradage, doit répondre la primauté des intérêts des salariés et du pays. L'amélioration immédiate des conditions de vie et de travail et l'appropriation collective des moyens de production sont les deux éléments de nos combats syndicaux.

Un salarié travaille 2h30 pour son salaire, 5h30 pour le capital

Plan de relance: un plan de 100 milliards, combien d'emplois créés ?

Avec le CICE de 50 milliards, on ne crée au mieux que 50 000 emplois.

Dans le plan de relance rien n'est dit sur la reconstruction de filières stratégiques en France et en Europe.

Les sommes affichées sur des filières stratégiques comme l'énergie ou le traitement de l'information sont ridiculement faibles. Rien non plus d'annoncé pour les milliers de salariés des secteurs que les grands groupes délocalisent ou réduisent l'emploi (Sanofi, Nokia, Air France, Renault, etc.) et dont les sous-traitants sont les premières victimes. L'exonération des impôts dits « de production » cache un pur choix idéologique libéral. Le Premier ministre précise immédiatement que les 20 milliards d'euros qui pour partie n'iront plus dans les caisses des collectivités territoriales, seront accordés sans condition.

Pour le reste ce plan ignore la question des débouchés, comme si, celle-ci avait vocation à se résoudre seule. Ce pari traditionnel sur la confiance retrouvée est une fois de plus hypothétique. Il ne fonctionnera pas tant que ne se concrétisera pas une stratégie cohérente liant emploi, formation, production, à la hauteur du défi posé à l'économie française.



57 000

emplois industriels détruits depuis le début de la crise Covid

Pas d'industrie sans infrastructures de réseaux

Les États-Unis annoncent 2000 milliards de dollars d'investissements dans leurs infrastructures, la Chine prévoit 2470 milliards de dollars sur la période 2020-2025. Partout, les réseaux routiers, ferroviaires, énergétiques, de télécommunication, et de logistique font l'objet d'engagements massifs des pouvoirs publics.

Ces grands travaux sont un moyen de dynamiser l'économie mais aussi de constituer un patrimoine qui est indispensable au développement industriel.

En France, 30 milliards d'investissements sont prévus dans le plan de relance. Cela ne permettra même pas de corriger les situations les plus graves (7 % de nos ponts routiers sont par exemple jugés dangereux).

Le gouvernement laisse de plus en plus la gestion des réseaux stratégiques du pays aux intérêts capitalistes: la privatisation des autoroutes a conduit à une hausse des péages qui alimentent directement les dividendes des actionnaires, et ce sont désormais les routes nationales qui sont dans le viseur. Aéroport de Paris est en voie de privatisation. Le transport ferroviaire de marchandises a été disloqué par la libéralisation. Dans l'énergie, les prix de l'électricité et du gaz explosent à chaque étape de dérégulation. Dans les télécommunications, notre pays prend du retard sur le déploiement de la fibre car les opérateurs privés ne veulent pas investir. Dans la logistique, les chaînes de transport et de stockage ne sont plus constituées pour aménager et desservir le territoire, mais uniquement pour supprimer les stocks dans les entreprises, avec un impact environnemental néfaste. Résultat: notre industrie s'effondre mais les dix premiers milliardaires français ont doublé leur patrimoine en 2020!

La puissance publique doit reprendre la main sur les infrastructures en France: reprendre le contrôle de leur gestion en stoppant les privatisations et en reconstituant des services publics efficaces dans chacun de ces domaines; et investir massivement, pour assurer l'aménagement harmonieux du territoire et le développement industriel.

Fédération des transports

Pas d'industrie sans transports!

Les transports de voyageurs et de biens, activités essentielles, participent pleinement à l'activité économique, sociale, culturelle, éducative et sanitaire. Ils sont structurants pour les territoires et contribuent ainsi à leur attractivité et leur essor. Ainsi, sans transport, il ne peut y avoir d'industrie et sans industrie il n'y a pas de transport. Les transports qui concourent à l'acheminement des produits et des biens, sont également essentiels pour des millions de travailleurs. En retour, sans industrie, il ne peut y avoir des transports efficaces, rapides et sûrs. Les liens entre transport et industrie sont donc étroits, encore faut-il qu'il y ait des politiques volontaristes de maintien de notre outil industriel dans nos territoires, lesquels possèdent déjà une filière importante de production des moyens de transport, pourvoyeuse d'emplois directs et indirects. Véritable enjeu dans la lutte contre les gaz à effet de serre, notre sec-

teur doit se développer, en particulier, sur les questions de motorisations et de propulsions moins énergivores et moins polluantes. L'État stratège doit impulser des moyens importants de recherche et d'investissement. Les pistes de développement sont variées: moyens de transport électrique, au gaz ou encore à l'hydrogène en sont autant d'exemples.

Développer des motorisations moins énergivores et moins polluantes

Fédération des cheminots

Le ferroviaire: un outil public de transport de masses pour les marchandises

Le mode ferroviaire, peu polluant, est parfaitement adapté aux gros volumes que l'industrie utilise et produit. Aujourd'hui, coupé d'une politique économique d'intérêt général, le train se replie sur les trafics jugés « rentables » et prive donc le pays de ses atouts. Les infrastructures ferroviaires sont progressivement abandonnées, faute de financement public. En vingt années de politique néolibérale, les volumes de marchandises transportées ont été réduits de 30 % ! C'est la raison pour laquelle la relance du fret ferroviaire public pourrait être, au contraire, un puissant levier d'aménagement des territoires pour leur dévelop-

pement économique. Il pourrait fournir aux entreprises industrielles un mode de transport écologique et peu cher. Le transport de marchandises est également vecteur de développement de l'industrie ferroviaire. Les locomotives et les wagons qu'il utilise, ainsi que les éléments d'infrastructure (rails, traverses, caténaies...) sont produits en France. Plus de 20000 emplois directs en dépendent. Développer le train, c'est donc renforcer des fleurons industriels comme Alstom, mais aussi des constructeurs plus modestes et leurs nombreux fournisseurs. Des milliers d'emplois peuvent être créés!

Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture

Pour un service public de formation professionnelle

La formation initiale générale, technologique et professionnelle est centrale pour répondre aux besoins d'augmenter le niveau de qualification et développer les diplômes, particulièrement dans l'industrie. Elle se double du besoin de rebâtir une formation professionnelle continue qui ne doit pas être limitée à l'accès ou au retour à l'emploi alors que le patronat cherche à la tirer vers l'employabilité immédiate ou l'adaptation au poste de travail, privant ainsi les salariés de toute reconnaissance de leurs qualifications, de leurs expériences et savoir-faire professionnels et donc du salaire correspondant. Au contraire, elle doit accompagner chacun et chacune face aux progrès techniques, aux réorientations pour que toutes et tous puissent comprendre et maîtriser leur environnement professionnel, se l'approprier et le modifier. Toutes les certifications de qualifications

professionnelles doivent avoir une valeur nationale et être transférables dans les conventions collectives ou statuts. C'est pourquoi la CGT revendique la création d'un service public de formation professionnelle continue, d'insertion, d'orientation et de certification piloté par l'État pour éviter les inégalités sur le territoire, avec une mise en œuvre régionale pour répondre aux besoins de proximité. Ce service public est fort des organismes existants et qui ont fait leurs preuves de l'AFPA, aux GRETA ou le réseau CNAM... La formation est aussi un levier puissant pour accompagner les transformations de la production liées à la nécessaire transition écologique, en garantissant la préservation des emplois et des qualifications.

73 % des Français

favorable à la mise sous conditions écologiques et sociales des aides aux entreprises

Fédération des activités postales et de télécommunications

La réindustrialisation indissociable des enjeux de la transformation numérique de la société

La crise sanitaire révèle l'enjeu fondamental que représente pour toutes et tous l'accès à Internet et aux moyens de communication écrite, orale, visuelle. L'enjeu est tout aussi crucial pour la réindustrialisation de notre pays, celle-ci étant conditionnée par l'investissement en moyens humains et financiers dans la construction et la maintenance de réseaux de communication de très haut débit fixes et mobiles. Faisant le choix de la rémunération des actionnaires contre l'investissement, les opérateurs portent la responsabilité du retard dans le déploiement de la fibre sur l'ensemble du territoire auquel s'ajoute l'abandon progressif du réseau traditionnel. Ils contribuent ainsi à

la désertification des territoires tant du point de vue de l'implantation industrielle que des services publics. Hautement stratégique, le secteur de la communication est moteur dans la transformation numérique en cours. À ce stade cette dernière est mise à profit par le patronat pour restructurer process de fabrication et organisations du travail, avec l'objectif de réaliser toujours plus de profits et toujours moins d'emplois stables et de salaires à payer. À l'inverse nous estimons que les gains de productivités réalisés par l'automatisation doivent permettre aux salariés d'exiger une autre répartition des richesses qui permettrait de travailler moins pour travailler toutes et tous dans de

bonnes conditions. Par ailleurs, il est urgent de libérer les acteurs industriels de télécommunications nationaux tels qu'Alcatel-Lucent de l'emprise des marchés financiers, et de réorienter les choix vers la création d'emplois stables et vers l'investissement dans la production des équipements de télécommunications stratégiques. C'est un véritable enjeu de souveraineté. Il s'agit, notamment, de faire face à l'intrusion grandissante des GAFAM et plus largement des intérêts privés et commerciaux dans la vie de chacun d'entre nous, ce qui justifie notre proposition d'un véritable service public des données.



Fédération mines et énergies

L'énergie, notre bien commun!

Le secteur énergétique doit se réindustrialiser. Il faut investir dans les différentes filières de production, dans les infrastructures gazières et électriques pour dessiner l'avenir et mettre en œuvre la transition énergétique. Les critères de choix doivent être fondés sur l'intérêt général, la maîtrise publique, la sécurité d'approvisionnement et de desserte, pour atteindre les objectifs de réduction de CO₂. L'hydroélectricité, le nucléaire tout comme le captage et la séquestration de CO₂ contribuent, avec les énergies renouvelables, au développement de l'énergie bas carbone et à la réduction de gaz à effet de serre. Au regard des besoins, l'énergie pilotable et réactive des centrales thermiques, nucléaires et hydrauliques est néces-

saires. La France devra développer de nouveaux projets, tels que les stations d'énergie par pompage pour l'hydroélectricité, la future génération de réacteur ou encore le démonstrateur Astrid pour le nucléaire. Autre exemple, le captage de CO₂ et le projet de reconversion portés par les travailleurs des centrales de Lucy, Cordemais et de Gardanne: les filières biogaz, l'hydrogène ou le méthane de synthèse seront des vecteurs majeurs dans la lutte contre le dérèglement climatique. Il sera primordial de maîtriser et de gérer la complémentarité des énergies constituant le mix énergétique. Cela passera par la création d'un service public de l'énergie, véritable enjeu de société.

Réindustrialiser, c'est possible!

La désindustrialisation massive du pays s'est effectuée sous le dogme d'aller produire dans des pays à bas coûts salariaux. De ce fait on nous oppose à la possibilité de réindustrialiser le pays qu'il faudrait que nous soyons prêts à payer plus cher un produit. Plusieurs arguments montrent que cette allégation est fallacieuse. Tout d'abord, la part de la rémunération des salariés dans les coûts de production industrielle ne représente que 20 %, ce qui est peu au regard des services (69 %).

Par ailleurs, ce qui est pudiquement appelé les externalités négatives n'est pas comptabilisé dans le prix d'un produit. Si on tarifierait le transport à son juste coût, en incorporant les émissions de GES et de particules fines, l'usure des routes, les conséquences sanitaires et environnementales, le coût du bien produit localement deviendrait parfaitement « compétitif » avec celui produit à l'autre bout du monde.

Par ailleurs, réindustrialiser le pays créerait des emplois stables et qualifiés, correctement rémunérés, ce qui permettrait d'acquiescer les biens nécessaires pour répondre à nos besoins, biens et objets que l'on concevrait plus durables et réparables. Enfin la CGT milite pour que les normes sociales et environnementales soient harmonisées par le haut au niveau de la planète. Nous le voyons, non seulement la réindustrialisation est possible mais elle est souhaitable car elle créerait ainsi un cercle vertueux pour le pays, pour les emplois.

70 % des Français jugent nécessaire de réduire l'influence de la finance et des actionnaires sur la vie des entreprises

Les propositions de la CGT

1. Identifier les secteurs stratégiques et construire les formes de leur appropriation et maîtrise publique;
2. Développer des services publics sur l'ensemble du territoire au service des citoyens et pour favoriser l'aménagement et le développement des infrastructures indispensables à l'industrie;
3. Instaurer les 32 heures comme norme légale de travail hebdomadaire;
4. Donner du pouvoir aux salariés dans les décisions des entreprises à tous les niveaux, afin qu'ils puissent agir sur leur travail, sur l'utilisation des nouvelles technologies et sur les stratégies des entreprises;
5. Mettre en place un « nouveau statut du travail salarié » et une « sécurité sociale professionnelle » pour assurer emploi, salaire et formation tout au long de sa vie professionnelle;
6. Augmenter les dépenses en recherche et développement pour atteindre l'objectif du 3 % du PIB;
7. Travailler à une harmonisation des règles sociales, fiscales et environnementales basées sur le mieux-disant au travers d'accords-cadres internationaux dans les multinationales;
8. Rompre le lien de convergence d'intérêts entre le chef d'entreprise et les actionnaires en liant la rémunération à des critères d'emplois, d'investissement productif, de prospective;
9. Faire supporter aux actionnaires et aux entreprises donneuses d'ordres les coûts sociaux résultants de leurs choix de gestion en lieu et place de leur prise en charge par les collectivités et l'État;
10. Conditionner toutes les aides publiques aux entreprises à des critères sociaux et environnementaux et en assurer leurs contrôles par les IRP;
11. Interdire les licenciements boursiers et encadrer les dividendes;
12. Instaurer un crédit sélectif dont le coût et l'accès dépendent de critères en matière d'emplois, de formation, d'investissement productif, d'environnement et de qualité du travail;
13. Instaurer un droit de veto des IRP sur les plans de suppressions d'emplois;
14. Construire un plan et des coopérations industrielles au niveau européen.



nvo LA NOUVELLE VIE OUVRIÈRE
Le magazine des militants de la CGT

Dossier industrie

TÉLÉCHARGEZ GRATUITEMENT SUR nvo.fr

Organiser des états généraux de l'industrie en associant tous les acteurs afin de stopper l'hémorragie des emplois et planifier la réindustrialisation du pays en reconstruisant des filières stratégiques en France et en Europe.

